

Courrier arrivé



03 AOUT 2016

DDTM du Nord / SEE

PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD – PAS-DE-CALAIS – PICARDIE

SEE	A	I	P
LDoreese			
S.Monaceur			
Police de l'eau	X		
BCC			
PPPP			
MISEN / A			
OSPEAC			
A Attribution			
I Information			

Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement

Unité départementale du Hainaut  
Parc d'Activités de l'Aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes Cedex

Affaire suivie par : Isabelle LIBERKOWSKI  
isabelle.liberkowski@developpement-durable.gouv.fr  
Téléphone : 03.27.21.05.15  
Télécopie : 03.27.21.00.54

Référence : CJ/V3.2016.

Prouvy, le 29 juillet 2016

Le Directeur

à

M. le Directeur de la DDTM  
Service de l'Environnement  
62, bvd de Belfort  
CS 90007  
59042 LILLE Cedex

**OBJET** : Dossier de déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la loi sur l'eau (art. R214-1 du CE) – réseau de surveillance de l'ancienne cokerie de Quiévrechain

Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint le courrier transmis ce jour à la préfecture, pour une déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la loi sur l'eau (article R214-1 du Code de l'Environnement) afin de réaliser un réseau de surveillance constitué de trois piézomètres pour le site de l'ancienne cokerie Charbonnages de France (CdF) situé à Quiévrechain.

Depuis sa liquidation en 2007, l'Etat reprend les droits et obligations de CdF et, à ce titre, la DREAL, en tant que représentante du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, est maître d'ouvrage de la réalisation de trois piézomètres à la craie de 30m de profondeur. Les piézomètres sont destinés à vérifier l'impact ou non des installations sur les eaux de la nappe de la craie.

Le présent rapport constitue le dossier de déclaration loi sur l'eau, conformément à l'article R214-32 du code de l'Environnement, afin d'obtenir le récépissé de déclaration qui indiquera soit la date à laquelle, en l'absence d'opposition, l'opération projetée pourra être entreprise, soit l'absence d'opposition qui permettra d'entreprendre cette opération sans délai.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire et je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées

SPE 59 / REÇU LE

- 5 AOUT 2016

N° *MLG*

P/Le Directeur et par délégation,  
La Cheffe de l'Unité Départementale  
du Hainaut,

**Isabelle LIBERKOWSKI**



PRÉFET DU NORD

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION  
CONCERNANT  
LA REALISATION DE 3 PIEZOMETRES SUR LE SITE DE L'ANCIENNE COKERIE  
SUR LA COMMUNE DE QUIEVRECHAIN

DOSSIER N° 59-2016-00112  
LE PRÉFET DE RÉGION HAUTS-DE-FRANCE  
Le préfet du NORD

Officier de l'Ordre national du mérite

Officier de la Légion d'honneur

**ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS  
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 15/09/2016, présenté par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord-Pas-de-Calais, enregistré sous le n° 59-2016-00112 et relatif à : LA REALISATION DE 3 PIEZOMETRES SUR LE SITE DE L'ANCIENNE COKERIE SUR LA COMMUNE DE QUIEVRECHAIN ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**  
**Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement**  
**et du Logement du Nord-Pas-de-Calais-Picardie**  
**BP 800**  
**59309 VALENCIENNES CEDEX**

concernant :

**LA REALISATION DE 3 PIEZOMETRES SUR LE SITE DE L'ANCIENNE COKERIE**

dont la réalisation est prévue dans la commune de QUIEVRECHAIN ;

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 15/11/2016**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5<sup>ème</sup> classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de QUIEVRECHAIN où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la notification du récépissé et par les tiers dans un délai de un an à compter de l'affichage ou de la publication du récépissé. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le

**21 SEP. 2016**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Responsable du Service Eau Environnement,

  
Isabelle DORESSE

**PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

## **ANNEXE**

### **LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES**

- Arrêté du 11 septembre 2003 (1.1.1.0)

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

1667/RE

DREAL Nord-Pas-de-Calais Picardie  
Unité Départementale de Valenciennes  
BP 800

59309 VALENCIENNES cédex

à l'attention de Mme LIBERKOWSKI

Lille, le

- 8 DEC. 2016

Madame,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant :

**« la réalisation de 3 piézomètres sur le site de l'ancienne cokerie  
sur la commune de Quiévrechain »**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 21/09/2016, je vous confirme que vous bénéficiez d'un accord tacite.

Cet accord est basé sur le dossier reçu le 08/08/2016, complété le 15/09/2016.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux. Vous voudrez donc bien nous communiquer cette date sur la base du modèle joint.

Copies du récépissé et de ce courrier seront adressés à la mairie de **Quiévrechain** pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif par les tiers dans un délai d'un an conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement à compter de la date de sa publication ou d'affichage en mairie. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre deuxième du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations (urbanisme, ...).

.../...

L'Unité Police de l'Eau en charge de ce dossier, enregistré sous le n°59-2016-00112, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (téléphone : 03 28 03 84 21).

Je vous prie d'agréer, Madame, l'assurance de mes sentiments distingués.

La Chef du Service Eau Environnement,



Isabelle DORRESSE

Copie à : Monsieur le Chef de la Délégation territoriale du Valenciennois

**DOCUMENT A RETOURNER IMPERATIVEMENT**

**REALISATION DE 3 PIEZOMETRES SUR LE SITE DE  
L'ANCIENNE COKERIE  
SUR LA COMMUNE DE QUIEVRECHAIN**

**DREAL Nord-Pas-de-Calais-Picardie**

**Dossier Loi sur l'Eau n°59-2016-00112**

Le pétitionnaire ci-dessus dénommé déclare démarrer les travaux à la date du .....

*A retourner dûment complété à :*

⇒ DDTM du Nord

Service Eau Environnement – Unité Police de l'Eau

62, boulevard de Belfort

CS 90007

59042 LILLE CEDEX





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

1668/Pe

Monsieur le Maire  
de la Commune de Quiévrechain  
Place Roger Salengro

59920 QUIEVRECHAIN

Lille, le - 8 DEC. 2016

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par la DREAL Nord-Pas-de-Calais-Picardie, en date du 08/08/2016, complété le 15/09/2016, concernant l'opération suivante :

**« réalisation de 3 piézomètres sur le site de l'ancienne cokerie  
sur la commune de Quiévrechain »**

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copie de la confirmation d'accord tacite de monsieur le Préfet concernant cette déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

L'Unité Police de l'Eau en charge de ce dossier, enregistré sous le n°59-2016-00112, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (téléphone : 03 28 03 84 21).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

La Responsable du Service Eau Environnement,

  
Isabelle DORESSE

Copie à Monsieur le Chef de la Délégation territoriale du Valenciennois

Horaires d'ouverture : lundi au vendredi 8h30-12h30 - 13h30-17h  
Tél. : 03 28 03 83 00 – fax : 03 28 03 83 01  
62, boulevard de Belfort – CS 90007 59042 Lille cedex